



12 milliards de taxe : « des broutilles ! »

Non Monsieur Mapou, 12 milliards de taxes en plus, ce ne sont pas des « broutilles » comme vous l'avez déclaré hier en séance du gouvernement. 12 milliards c'est une pression insupportable à l'heure où le chômage partiel et les liquidations d'entreprises explosent et où certains Calédoniens ne parviennent plus à payer leurs factures ou à se nourrir correctement.

Cette traduction vient traduire le mépris de certains élus politiques à l'égard des acteurs économiques du territoire et plus largement à l'égard de tous les Calédoniens, quels que soient leur culture, leur niveau social et leur sensibilité politique, car l'acharnement avec lequel le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie veut multiplier les taxes concerne bel et bien tous les Calédoniens et tous ses foyers.

La motion préjudicielle adoptée ce matin en séance ne fait que reporter l'adoption prévisible de ce texte, elle ne l'annule en rien. Par conséquent, **le Collectif a décidé de maintenir le blocage à l'accès des dépôts de carburants dans l'attente d'engagements fermes écrits du gouvernement et du congrès quant à la nécessité absolue de retirer ce texte et de geler toute nouvelle disposition** (taxes, réforme du RUAMM, imposition, etc.) venant impacter directement et immédiatement le pouvoir d'achat des Calédoniens, et ce alors même qu'ils ont déjà subi consécutivement une hausse de la CSS, une première hausse du prix de l'électricité et qu'on leur promet déjà une nouvelle hausse du prix de l'électricité et une hausse de près de 50% de la TGC sur les services. Toute l'économie calédonienne est à l'agonie. Il est grand temps que la détresse de la population de ce pays soit entendue.

Et non Monsieur Mapou, contrairement à ce que vous avez dit ce matin, à savoir « *depuis deux ans la fiscalité a augmenté, ce qui prouve qu'il n'y a pas eu de départ massif de Calédoniens* », c'est bien au contraire parce que vous n'avez cessé d'augmenter la pression fiscale sur ceux qui ont fait le choix de rester chez eux, que la fiscalité a augmenté !

Aussi, le collectif Agissons Solidaires rappelle que ses demandes demeurent les suivantes:

- Le retrait du texte sur la TET pour montrer que la détresse exprimée ce matin devant le Congrès a été entendue.
- Un moratoire impératif et immédiat quant à tout projet de taxes, de réformes et d'impositions
- Être pleinement associés aux discussions qui doivent couvrir l'ensemble des secteurs économiques, à la différence du COTECH qui traite exclusivement de la filière nickel.
- La présentation d'un plan de relance et de réduction des dépenses publiques sous meilleur délai.